

La liberté d'expression étudiante mise au service de l'alt-right

Simon Ridley¹

Alors que le résultat de l'élection présidentielle de 2020 est sans appel, le candidat sortant crie immédiatement au scandale. Donald Trump se déclare victorieux, refuse de concéder la défaite et encourage ses soutiens à l'insurrection. « Sauver l'Amérique » est le nom du rassemblement qui vise à bloquer la certification des résultats du vote lors du 117^e Congrès des États-Unis réuni au Capitole. Ébahis par l'exemple « anti-libéral² » offert par la première démocratie au monde, on assiste désormais à ses développements judiciaires et politiques comme à un feuilleton de télé-réalité. Comme une sorte de série B où les référents culturels et la notion de réalité elle-même ont pris un sens « alternatif ».

Il aura fallu six mois à une équipe de journalistes du *New York Times* pour reconstruire, à partir des images le plus souvent prises par les insurgés eux-mêmes, ce qu'ils ont nommé le « *Day of Rage*³ » (la « journée de rage ») renvoyant comme dans le reflet d'un miroir à l'ouvrage classique du sociologue Todd Gitlin, *The Sixties: Years of Hope, Days of Rage* (1987) : un des premiers travaux explicatifs de la manière dont les mouvements sociaux des années 1960 ont violemment dégénéré. C'est en se fondant sur Gitlin que James Davison Hunter analyse les « guerres culturelles » [1991] qui ont polarisé les États-Unis dans une lutte pour la définition morale et identitaire des États-Unis.

1. Enseignant-chercheur, université Paris-Nanterre.

2. Zsolt Enyedi, « Illiberals and anti-liberals : beginning of a “beautiful” friendship ? », <the-globepost.com>, 25 octobre 2019.

3. « Day of Rage : how Trump supporters took the U.S. Capitol », *The New York Times*, 30 juin 2021.

Depuis les années 1960, les universités sont un des principaux champs de bataille pour cette « guerre ». La justice sociale, la lutte contre les discriminations et le combat pour les droits civiques servent désormais de frontière pour démarquer le camp libéral de « l'Amérique alternative » [Neiwert, 2017]. À mesure que le champ de luttes s'est élargi et que la contreculture s'est muée en cyberculture [Turner, 2006], le conflit culturel s'est accéléré et a été diffusé aux quatre coins du globe grâce à Internet.

L'influence de la 45^e présidence des États-Unis sur l'idée de démocratie est phénoménal, Trump ayant légitimé la culture politique de l'alt-right qu'on pensait jusqu'alors confinée aux bas-fonds d'Internet [Ridley, 2020a]. C'est en s'attaquant à l'université, institution symbolique du savoir légitime et de la critique sociale, qu'il a pu fonder son mandat sur la désinformation, les thèses complotistes, les « *fake news* » et autres techniques d'embrigadement ou de manipulation politique qui constituent le cœur de l'alt-right. Appréhender ce phénomène nécessite d'opérer à un niveau qui permette de comprendre, dans l'espace et dans le temps, la dialectique paradoxale d'une libération et d'une accélération sans précédent des flux d'informations – par le biais des « médias alternatifs » et des réseaux sociaux – qui participent à forger nos cadres de référence.

Vu de France, où l'université n'a pas le prestige dont elle jouit aux États-Unis, il peut être difficile de voir combien le monde universitaire dans son ensemble peut servir de point de départ essentiel pour cadrer la présidence de Trump et la culture politique qu'il représente. Pourtant, l'université capitaliste modèle les éthiques⁴ : c'est en son sein que s'est développée, après la Seconde Guerre mondiale, une éthique savante, la « culture du discours critique », une forme de « haute culture » dont la maîtrise est devenue une source importante de légitimité sociale. Cette haute culture est désormais concurrencée par une culture Internet qui fonde sa légitimité non pas sur des discours critiques qualitatifs, mais sur la base quantitative du nombre de vues, peu importe la valeur de l'information.

Cette inversion symbolique des valeurs se voit particulièrement bien dans le retournement de la « liberté d'expression ». Mot d'ordre des mouvements étudiants progressistes des années 1960, il est devenu celui des complotistes et des négationnistes. Revenir sur le mythe de la liberté d'expression étudiante, expliquant son lien avec les mouvements d'émancipation, permet de mieux comprendre comment il a été récupéré sur les réseaux sociaux par les militants et les hommes politiques les plus extrêmes, pour s'imposer ensuite dans l'espace politique légitime.

4. Ce qu'explique Max Weber, voir par exemple : Max Weber et Isabelle Kalinowski (2005), *La Science, profession et vocation. Suivi de « Leçons wébériennes sur la science & la propagande »*, Marseille, Agone.

La liberté d'expression étudiante

Le mouvement pour la liberté d'expression

Protégée par le Premier amendement de la Constitution des États-Unis, la liberté d'expression ne bénéficie en réalité pas à toute la population. Ainsi, au début des années 1960, dans un contexte de guerre froide, l'université de Berkeley, la plus grande et prestigieuse institution universitaire publique du pays, n'assure pas ce droit fondamental de peur d'être accusée d'être un repère de communistes. C'est en 1964 qu'éclate le Free Speech Movement (FSM), considéré par ses analystes académiques⁵ comme le « prototype » des mouvements étudiants massifs modernes qui explosent en 1968.

Faisant référence aux grandes révolutions du passé – la Révolution française en particulier –, le mouvement rassemble les étudiants derrière un mot d'ordre très généraliste. Il puise dans la tradition transcendantaliste et se déclare non-violent malgré des méthodes militantes activistes [Cohen et Zelnick, 2002]. Dans son discours le plus célèbre, Mario Savio, figure la plus médiatisée du mouvement, exhorte son auditoire à littéralement jeter leurs corps sur les rouages de la machine sociale dont le fonctionnement est jugé odieux.

Les éléments du répertoire de l'action collective du FSM sont ceux du mouvement des droits civiques : l'action directe, la désobéissance civile, la manifestation, le piquet de grève, la presse subversive et une bonne mesure de détournement culturel. Les activistes remettent en cause l'ordre social dans son ensemble et veulent particulièrement révolutionner les rapports de classes, de races et de sexes, dont les hiérarchies verticales descendantes sont vivement critiquées. Le FSM est capital pour permettre l'émergence d'une culture politique étudiante contestataire qui ouvre la voie pour la Nouvelle gauche.

Dans cette culture activiste étudiante naissante, les combats contre la discrimination raciale accompagnent ceux de la « libération sexuelle », le mouvement des femmes, des personnes porteuses de handicap, ainsi que le mouvement pacifiste. L'objectif étant bien souvent ce que Hal Draper, bibliothécaire à Berkeley et allié du mouvement, a théorisé comme un « socialisme par en bas » [Draper, 2008].

Le FSM transforme Berkeley en un aimant pour la contreculture naissante⁶. Les poètes de la Beat Generation, comme Allen Ginsberg, traversent la baie pour

5. Les nombreuses analyses à chaud font qu'il existe une bibliographie importante à ce sujet, une anthologie est réalisée dès 1965 par les sociologues. Voir : Seymour Martin Lipset et Sheldon S. Wolin (dir.) (1965), *The Berkeley Student Revolt : Facts and Interpretations*, Garden City, Doubleday.

6. Voir le film de Mark Kitchell, *Berkeley in the Sixties*, 1990.

venir dans les cafés et librairies de la ville universitaire et participer aux manifestations, notamment autour du People's Park. Du port d'Oakland, à quelques kilomètres au sud de Berkeley, viennent des militants du Black Panther Party. Huey P. Newton et Bobby Seale se rendent sur le campus pour lever des fonds. Des intellectuels noirs, comme James Baldwin, Martin Luther King Jr., ou encore Malcolm X, y prononcent des discours célèbres devant de grands rassemblements de l'élite étudiante américaine blanche. Le tout est galvanisé par la contestation du conflit au Vietnam : la baie de San Francisco, de loin la plus grande zone portuaire de la côte pacifique, est une pièce maîtresse pour l'effort de guerre. L'enjeu est de taille, la répression politique féroce [Rosenfeld, 2012].

Dès lors, Berkeley est devenue la capitale de la contreculture. Le campus et la culture étudiante sont très politisés, engagés le plus souvent en faveur des droits civiques, contre la guerre et en opposition à toutes les formes de discrimination. On comprend donc que l'université de Berkeley devienne un centre de débats politiques inédits. D'autant plus que Ronald Reagan, alors gouverneur de l'État de Californie, avait promis à son électorat de « nettoyer le foutoir de Berkeley » si bien qu'il va jusqu'à envoyer un hélicoptère de la Garde nationale asperger le campus de gaz lacrymogène lors d'une manifestation en mémoire de James Rector, tué par balles par la Garde nationale lors d'une manifestation le 15 mai 1969, qui a pris le nom de « jeudi sanglant ».

Ces « journées de rage », souvent orchestrées par les pouvoirs publics [Rolland-Diamond, 2011], forment la légitimité des figures politiques. Ronald Reagan devient aussitôt un héros pour les étudiants conservateurs qui, bien que minoritaires, se structurent autour d'organisations comme la Young America's Foundation (YAF). Cette dernière mobilise énormément de ressources pour reconquérir l'université, devenue un terrain politique central pour la définition de la démocratie états-unienne [Rolland-Diamond, 2018].

Confrontés au Léviathan étatique, les prétentions révolutionnaires ont inexorablement perdu le conflit frontal lors de la décennie 1970. Une grande partie du vernis idéologique a aussi craqué, plus ou moins intégré aux diverses ambitions réformatrices institutionnelles. Néanmoins, malgré le *backlash* des années 1980-1990, l'effondrement de l'alternative socialiste et l'accélération des logiques néo-libérales et identitaires, l'université de Berkeley se targue de former des activistes : les « leaders politiques de demain ».

L'institution est devenue une boussole politique pour les États-Unis, si ce n'est pour le monde. À chaque mouvement social, des activistes, journalistes et commentateurs politiques en tous genres se pressent sur le campus pour prendre sa tension et juger du dynamisme politique de la jeunesse étudiante qui jouit désormais de la liberté d'expression politique.

L'inversion symbolique de la liberté d'expression étudiante

En 2014, l'université dédie l'année entière au cinquantenaire du FSM. La dynamique étudiante que j'observe alors est quasi nulle, hormis quelques associations étudiantes asiatiques qui se mobilisent en faveur de la démocratie à Hong Kong, signalant l'importance des préoccupations internationales. Outre les vétérans du mouvement et quelques membres de faculté, c'est surtout un groupe de « communistes révolutionnaires » qui est visible du fait de leurs habits noirs sur lesquels est inscrit en grandes lettres rouges « Revcom.us », adresse internet de leur parti politique. Le mot d'ordre est la lutte contre le système carcéral états-unien à l'instar du livre de Michelle Alexander qui dénonce le modèle capitaliste carcéral comme un « nouveau Jim Crow »⁷ [2012].

En 2015, je poursuis mon terrain de recherche de manière dématérialisée dans une optique ethnographique et comparative. Sur la toile, je découvre qu'une série de « syndicats étudiants blancs » ont été fraîchement formés dans des universités états-uniennes d'élite, dont Berkeley. Sur sa page Facebook, le groupe déclare :

« C'est sans complexe que nous fournissons un *safe space* aux étudiants blancs pour l'expression de leurs véritables sentiments sur l'avenir de notre nation, pour discuter et réfléchir aux leçons qui nous ont été données par nos grands écrivains, philosophes et artistes européens, et développer un programme positif pour restaurer la volonté pionnière et la grandeur de notre peuple unique et vertueux⁸. »

Le terme de *safe space* fait référence à une pratique émanant de certaines personnes qui appartiennent à des groupes minoritaires et/ou marginalisés (tels que les personnes racisées ou les minorités sexuelles par exemple) et qui souhaitent disposer d'un espace physique leur permettant de se réunir sans l'inquiétude d'être discriminés ou stigmatisés. Ces espaces, non mixtes par définition, sont considérés essentiels pour permettre à ces groupes de s'organiser politiquement sans interférence. Le concept devient absurde dès lors que des groupes suprémacistes blancs se déclarent censurés et demandent le droit à s'organiser en toute quiétude alors qu'ils ont déjà tout loisir de le faire.

Les organisations suprémacistes blanches existent de longue date aux États-Unis. Ce qui a changé, c'est que les extrémistes se présentent désormais comme défenseurs du droit et de la liberté d'expression dont ils se déclarent spoliés. Or, comme l'indique la déclaration officielle de l'université de Berkeley qui réagit

7. L'expression « Jim Crow » vient d'un personnage caricaturant péjorativement les Africains-Américains. Elle représente les lois ségrégationnistes mises en place après la guerre de Sécession.

8. Je traduis et souligne. Shih A., « Campus White Student Union page created on Facebook », *Daily Californian*, 23 novembre 2015.

à la création de ces groupes, les « syndicats étudiants blancs » cherchent clairement la provocation et le conflit⁹. En utilisant un discours victimaire réservé auparavant aux minorités ethniques et sexuelles, ils jouent de la duplicité et masquent leurs véritables intentions politiques derrière un écran faussement subversif.

La stratégie employée ici est l'inversion symbolique des discours minoritaires pour en pointer l'absurdité lorsqu'ils sont appliqués à une situation majoritaire. « Troller¹⁰ » de cette manière est le principal *modus operandi* de l'alt-right, phénomène politique encore méconnu qui amalgame toutes sortes de courants politiques très variés. Son irruption hors du cadre numérique où on la pense confinée est cataclysmique : en témoignent, parmi d'autres, les horreurs de Charlottesville et de Christchurch [Ridley, 2020a]. L'alt-right est un courant fasciste tel que défini par Robert Paxton [2004]. Elle regroupe des militants nationalistes avec des élites traditionnelles autour de l'obsession pour la théorie complotiste du « grand remplacement » (« *You will not replace us* » est le slogan chanté à Charlottesville) – importée de France. Obnubilée par le déclin de sa communauté, d'où le « *Make America Great Again* », elle se déclare victime (du libéralisme, du « politiquement correct », des « marxistes culturels », des activistes « woke », etc.) malgré sa position socialement dominante, ce qui lui permet de justifier son abandon des libertés fondamentales au profit de la violence.

L'usage dominant du discours victimaire

Si les étudiants conservateurs se sont structurés au cours des années 1970-1980, leurs premiers coups d'éclat arrivent au début des années 1990 lorsque la droite extrême se présente comme victime de la censure du « politiquement correct », étiquette donnée à toutes celles et ceux qui s'opposent à eux [Fassin, 1994]. Ce mouvement prend de l'ampleur, surtout sur les campus privés, comme à Stanford, où deux jeunes étudiants nantis, Davis Sacks et Peter Thiel, dénoncent les politiques d'inclusion, de multiculturalisme et de diversité. Ils les estiment être autant de discriminations à leur encontre. Les jeunes conservateurs des classes supérieures se présentent comme les victimes des discours minoritaires, des politiques qui visent à combattre la discrimination, et d'une pseudo-censure libérale.

Étudiant à Stanford, Peter Thiel n'a que 28 ans lorsqu'il cosigne *The Diversity Myth*, livre radical qui fustige les politiques universitaires d'inclusion. Ce livre

9. <www.diversity.berkeley.edu/news/university-response-creation-white-student-union-facebook-page>.

10. C'est-à-dire intervenir dans un débat (généralement sur Internet) avec comme seul objectif de polémiquer.

propulse Thiel, qui acquiert le statut de célébrité dans le monde très libertarien de la Silicon Valley. Bien qu'il se déclare apolitique, le chef de ce que les médias ont nommé la « mafia Paypal » participe à la campagne électorale de Donald Trump à laquelle il fait une donation de 1,25 million de dollars avant de devenir membre du comité de transition à la présidence, puis conseiller nouvelles technologies du Président.

Thiel représente la génération inspiratrice de l'alt-right : étudiant blanc qui devient un homme d'affaires dans le domaine des nouvelles technologies, libertarien et défenseur autoproclamé de la liberté. Pourtant, c'est la philosophie et le droit qu'il a étudiés, et s'il déclare que sa liberté d'expression est menacée par le multiculturalisme, il ne se gêne pas pour chercher à censurer tout ce qu'il ne veut pas entendre. En fait, Thiel est un homosexuel à la fois homophobe et homonationaliste qui n'a pas hésité à dépenser des dizaines de millions de dollars pour ruiner *Gawker*, site Internet de ragots qui avait dévoilé son orientation sexuelle¹¹. Thiel ouvre ainsi la voie à une remise en cause totale de la liberté de la presse, aux attaques violentes contre la profession de journaliste, et à la promotion du modèle du citoyen-journaliste.

Dans ce modèle, les médias traditionnels sont discrédités et délégitimés, leurs informations qualitatives ne faisant pas le poids face à la masse et à la vitesse des échanges sur des forums de discussions Internet dont Thiel est souvent l'un des principaux actionnaires. Autre fait notable, Thiel a une vision millénariste du monde. Il a récemment fait construire un bunker en Nouvelle-Zélande pour « survivre à l'apocalypse¹² ».

Cette vision politique, qui amalgame tout et son contraire, n'hésite pas à théoriser l'usage de la force physique qu'elle légitime par divers moyens. Celle-ci est particulièrement valorisée par les milices et groupes armés qui revendiquent la liberté, le fusil à l'épaule.

Raz de marée de violences

Les « Free Speech Wars »

Entre 2016 et 2017, les campus libéraux subissent une campagne d'attaques politiques sans précédent. Dynamisés par l'arrivée au pouvoir de leur candidat, des polémistes anti-intellectuels anti-public, tels que Milo Yiannopoulos ou Ann Coulter, ont lancé une campagne qui vise à créer des violences contre les villes

11. Voir le film de Brian Knappenberger, *Nobody Speak : Trials of the Free Press*, TV-14, 2017.

12. Corine Lesnes, « Peter Thiel, le cavalier solitaire de la Silicon Valley », *Le Monde*, 19 novembre 2021.

universitaires progressistes. Le 21 janvier 2017, lendemain de l'installation du Président et jour de manifestation de femmes dans le monde entier, une confrontation entre supporters de Trump et groupes anarchistes et socialistes sur le campus de l'université de Washington s'est soldée par un blessé par balles du côté des contestataires. Mais le fait qu'un militant communiste états-unien se fasse tirer une balle dans le ventre par un militant pro-Trump n'a suscité que peu d'attention médiatique. La veille, Richard Spencer, alors considéré comme la tête de l'alt-right, se voit asséner un coup au visage alors qu'il est filmé faisant un entretien en direct. La vidéo fait le tour du monde [Thomas-Hébert, 2018] et ouvre un débat sur la violence politique : « Peut-on frapper un Nazi ? »

L'objectif des « conservateurs », dans la droite lignée de la stratégie du *red-baiting* maccarthiste, est d'offenser le plus possible leurs détracteurs. Employant un discours ouvertement raciste et sexiste, ils espèrent provoquer une réaction violente qui servira comme point de bascule pour accuser leurs adversaires d'être « les véritables fascistes ». Il leur est alors possible de légitimer la violence d'une diversité de milices armées comme les American Patriots, Identity Evropa, les Oath Keepers, Patriot Prayer, les Three Percenters, ou les Proud Boys, qui prétendent défendre la liberté d'expression tout en s'attaquant aux universités.

À Berkeley, une série de manifestations tournent rapidement à l'émeute et deviennent un des sujets les plus débattus de l'actualité. Qualifiés de « *Free Speech Wars* » par les médias, des manifestations de soutien à Trump, les « March 4 Trump », sont organisées dès le 4 mars 2017 dans le parc Martin Luther King Jr. de la ville. Un grand nombre de milices et de personnalités pro-Trump y sont présentes. Ces conflits se poursuivent à l'université de Charlottesville les 11 et 12 août 2017. Là, se concentrent toutes les organisations qui étaient déjà présentes à Berkeley : suprémacistes blancs, nationalistes blancs, membres de l'alt-right, néonazis et miliciens. Toutes sont unies pour protester contre le retrait de l'espace public de la statue du général Robert Lee, symbole de la confédération [Ridley, 2020b].

Si la mort de la militante antiraciste Heather Heyer a choqué le monde entier, l'alt-right ne modifie pas pour autant sa tactique. Au contraire, elle l'accentue cherchant à capitaliser sur sa visibilité. À la rentrée 2017, les jeunes « conservateurs » de Berkeley organisent même une « *Free Speech Week* » (semaine de la liberté d'expression) et invitent le gratin de la droite extrême à venir « débattre » sur le campus. Annulée à la dernière minute par ses organisateurs sous prétexte qu'on ne leur accorde pas la salle dont ils souhaitent disposer, ces derniers improvisent alors une manifestation pour s'élever contre la « censure ».

Jusque-là pensée comme une citadelle de la conception égalitaire de la liberté d'expression, l'université de Berkeley a vu cet héritage dilapidé pour servir d'arène privilégiée à l'alt-right, qui revendique pour sa part une conception absolutiste de la liberté d'expression [Ridley, 2020b].

L'alt-right à l'assaut de Portland

Alors que l'alt-right fait un usage massif de la propagande, qu'elle s'approprie le répertoire de l'action collective traditionnellement associé à la gauche, se présente comme une nouvelle forme contre-culturelle et prend la rue de manière violente [Bray, 2017], ses adversaires s'empêchent dans des débats sur l'étiquette à leur accoler. Faut-il parler de fascisme lorsqu'on fait référence à Trump, ou est-ce une forme politique nouvelle ? Les éditeurs du journal *The Guardian* se demandent même s'il faut faire usage du terme « alt-right » au risque de le légitimer¹³.

La question apparaît comme stérile. D'une part, refuser l'usage de ce terme joue en faveur des extrémistes qui ont tout loisir de trouver un nouveau sobriquet et de se proclamer censurés par la « culture de l'annulation ». D'autre part, si les opérations de cadrage et de catégorisation ont leur importance, leur instrumentalisation donne le temps aux milices de Trump, qui ont organisé des rassemblements en faveur du président dès le 4 mars 2017, de diviser leurs adversaires pour mieux s'emparer de la rue, leur objectif immédiat.

L'assaut contre Berkeley ayant porté ses fruits, les militants de Trump se sont tournés vers la prochaine cible : la ville de Portland. Enhardis par les discours de leur chef et par leur domination physique, ainsi que par le soutien des forces de l'ordre qui défendent la « liberté d'expression » des extrémistes, l'alt-right choisit Portland dans l'optique d'une confrontation avec le mouvement antifa qu'elle voit comme un ennemi organique.

Portland est souvent perçue comme la capitale libérale et progressiste des États-Unis. Pourtant, son histoire est celle d'une utopie blanche raciste. Jusqu'en 1926, les lois de l'Oregon interdisent aux personnes noires de s'installer sur son territoire. Le Ku Klux Klan (KKK) y compte plus de 14 000 membres en 1922, parmi lesquels on trouve un gouverneur de l'État, un chef de la police et un maire de Portland. De nombreuses expériences communautaires blanches y ont vu le jour. Tout cela fait de cet État du Pacifique nord-ouest un territoire où les groupes extrémistes sont présents de manière disproportionnée, contribuant à constituer un lieu idéal pour l'utopie d'un ethno-État blanc tel que revendiqué par l'alt-right.

Portland est aussi connue pour accueillir l'organisation Rose City Antifa (RCA). Fondée en 2007, c'est la plus ancienne des organisations antifascistes du pays. Initialement créée pour coordonner l'opposition à un festival de musique néo-nazi intitulé Hammerfest, organisé à l'initiative de White Aryan Resistance,

13. *Guardian* style editors, « 'Alt-right': why the *Guardian* decided not to ban use of the term », *The Guardian*, 30 novembre 2016.

RCA reste active et se donne pour principale mission l'action directe, l'éducation et la solidarité face à l'extrême droite¹⁴.

Dépeinte comme un groupe gauchiste radical et terroriste par ses détracteurs, elle effectue la majorité de son travail militant sur Internet par le biais du *doxing*, travail de recherche qui vise à informer et à dénoncer les agissements de la droite extrême. C'est RCA qui a publié la première photo du fondateur de Patriot Prayer, un groupe affilié à l'alt-right, en compagnie d'un dignitaire du KKK, divulguant la réalité des liens physiques entre ces organisations à celles et ceux qui refusaient de voir leur alliance idéologique.

« Cassez leurs crânes » et « tirez dessus »

La liberté d'expression sert une fois de plus de levier à l'alt-right qui accuse les groupes antifascistes d'être intolérants, autoritaires si ce n'est totalitaires : elle leur reproche de les empêcher de répandre leur idéologie et d'exercer ce qu'ils perçoivent comme leur « liberté d'expression absolue ».

Les supporters de Trump revendiquent la liberté d'offenser et la mettent en pratique lors de leurs manifestations, notamment lors du rassemblement « *Free Speech* », dans le parc Montavilla, où Jeremy Christian est filmé par RCA faisant des saluts nazis et criant « les musulmans doivent mourir ».

Un mois plus tard, Christian poignarde et tue deux personnes dans un train et en blesse une troisième alors qu'elles prennent la défense de deux jeunes femmes, l'une noire et l'autre portant le voile. Quand il entre dans la salle d'audience lors de son procès, Christian crie : « Dégagez si vous n'aimez pas la liberté d'expression. Vous appelez ça du terrorisme, j'appelle ça du patriotisme. Vous m'entendez ? Mourez ! » et « Quittez ce pays si vous détestez la liberté – mort à antifa ! »

Ici, le cadrage et la catégorisation sont importants dans la mesure où l'alt-right et antifa s'accusent mutuellement d'être des terroristes. Mais contrairement à l'alt-right, le mouvement antifa n'appelle pas ouvertement au meurtre, ni de ses opposants politiques ni des minorités ethniques. Les antifascistes passent le plus clair de leur temps à documenter les agissements des suprémacistes dans l'optique d'informer et ainsi de nuire à leur organisation. Ils publient des articles documentant les liens entre les personnalités de l'alt-right et les néo-nazis, expliquant que le premier amendement de la Constitution défend la liberté d'expression des citoyens face à la censure d'État et non contre les critiques venant de leurs concitoyens.

Malgré cet attentat, l'alt-right poursuit sa stratégie et organise un rassemblement intitulé « *Trump Free Speech* » une semaine après le double meurtre. De son

14. <www.rosecityantifa.org/>.

côté Trump attend trois jours pour céder à la pression médiatique et condamner cet acte. Pour ce faire, il prend le soin d'utiliser @POTUS¹⁵, le compte Twitter officiel de la présidence qui compte alors 18 millions d'abonnés, et non son compte personnel, @realDonaldTrump, qui en compte le double.

Ces postures reflètent matériellement la violence des propos tenus par les théoriciens de l'alt-right et par Trump lui-même. Alors qu'il est confronté au mouvement Black Lives Matter et aux manifestations en opposition aux violences policières et au racisme systémique, le journaliste Michel Bender révèle que Trump ordonne à ses généraux de « casser leurs crânes », avant de demander : « On ne peut pas juste leur tirer dessus ? »

Appeler à l'élimination physique des adversaires politiques dépasse allègrement les limites de la liberté d'expression et du débat politique sensé. On ne peut se faire justice soi-même sans sortir de l'État de droit. Pourtant, le consensus chez les supporters de Trump est celui de l'usage de la force pour éliminer physiquement leurs adversaires.

Cette posture est celle théorisée par Hans-Hermann Hoppe, libertarien ultra-réactionnaire qui se réclame à la fois de l'anarchie et du royalisme et dont les idées meurtrières sont largement diffusées aussi bien dans ses livres, traduits dans de nombreuses langues, que dans les mêmes¹⁶ de l'alt-right qui circulent massivement sur Internet.

Cette conception de la politique qui place la force physique au sommet de la hiérarchie de normes justifie l'attaque contre le Capitole et la tentative – échouée – d'instaurer une dictature se réclamant de la liberté.

La sublimation de la violence sur et hors les réseaux sociaux

La culture de la cruauté

Outre l'action directe, l'alt-right et le mouvement antifa partagent des esthétiques communes et cherchent à sublimer la violence de leurs affrontements de rue dont les vidéos sont diffusées en direct sur les réseaux numériques. Attirer les projecteurs et chercher à faire le « buzz » médiatique est souvent l'objectif. La violence servant ici à la fois d'outil de propagande et de promotion pour une culture politique virile glorifiant le fait d'en venir aux poings.

15. Acronyme de *President of the United States*.

16. Élément culturel (souvent une image) reproduit par imitation sur les réseaux sociaux et répandu de manière virale sur Internet.

Cette vision martiale et machiste, qui fait du conflit physique (et non du débat intellectuel) la norme suprême de la politique, est paradoxale lorsqu'on pense que ces groupes opèrent désormais en majorité sur Internet, un espace où la confrontation physique est *a priori* réduite et où l'accès aux informations et aux arguments pour alimenter les débats est quasiment infini. Les sciences humaines peinent à expliquer pourquoi nous sommes renvoyés à l'animalité des combats de rue. On pourrait évoquer une multitude de facteurs explicatifs classiques avec en tête de liste l'insécurité économique et la croissance des inégalités, rendues plus flagrantes que jamais par le biais d'Internet.

Une culture de la cruauté a été diagnostiquée par des philosophes critiques comme Wendy Brown [2018] ou Henri Giroux [2012]. Ceux-ci analysent quatre décennies d'attaques néolibérales contre le secteur public qu'ils voient comme une forme de fondamentalisme de marché qui dérégule les capitaux financiers et impose la misère et l'humiliation aux plus pauvres, grâce notamment aux politiques d'austérité. Cette culture de la cruauté s'oppose frontalement à la culture démocratique, qu'elle érode par un gouvernement de corporations, des grandes banques et de géants du Web qui n'hésitent pas à diffuser la violence et la haine dont les marchés sont lucratifs.

Dans un article intitulé « La culture de la cruauté dans l'Amérique de Trump¹⁷ », Henri Giroux revient sur une quinzaine de facteurs responsables, selon lui, de l'accélération de ce qu'il avait diagnostiqué en 2012 comme une « culture de la cruauté ». À l'ère de Trump, il cite en tête de liste la perte de sens, d'éthique et de responsabilité dans le langage. Les étiquettes politiques, comme « *cancel culture* », « *fake news* » et « *woke* » en sont un exemple probant. Ces termes servent au déni de réalité et à la création de « faits alternatifs », ouvrant sur un discours darwinien de survie du plus fort, un discours éliminationniste qui tend vers le nettoyage ethnique. Ils vont de pair avec la glorification de l'ignorance et de l'anti-intellectualisme ainsi que les attaques contre la solidarité et la justice sociales perçues comme « faibles ». On crée alors des murs par le renforcement des frontières physiques et sociales tout en menant des attaques contre la presse libre, qualifiée de « *fake news* », et permettant l'échange des responsabilités contre des peurs sécuritaires.

À cette litanie cataclysmique, on pourrait encore ajouter d'autres facteurs : le renforcement du mythe du chef invincible ; les attaques contre le droit de vote des minorités ; le soutien de groupes religieux chrétiens fondamentalistes ; la nomination de juges à la Cour suprême qui vont assurer une interprétation des lois en concordance avec la théorie judiciaire la plus réactionnaire. Ce à quoi il faut

17. Giroux H., « The culture of cruelty in Trump's America », *Truthout*, 22 mars 2017.

ajouter la mise en réseau mondiale de la culture de la cruauté et la circulation internationale de ses théories ainsi que de ses membres.

L'alt-right à l'échelle du monde

Paradoxalement c'est sur les forums Internet anonymes, d'abord pensés comme des espaces d'émancipation, que se sont développés, grâce à une interprétation absolutiste de la liberté d'expression, les discours et une culture de haine sans précédent.

La culture du troll Internet, dont le seul objectif est de porter préjudice à autrui, s'est renforcée sur plusieurs décennies grâce à des forums comme 4chan, 8chan et Reddit, qui cherchent à capitaliser sur la souffrance humaine qu'ils légitiment. Ces forums, dont le fameux /pol/ (pour « politiquement incorrect »), ont largement contribué à la victoire de Trump de deux manières distinctes.

D'une part ils ont permis de donner une nouvelle image de marque au fascisme. « Nous sommes la nouvelle contre-culture » m'explique un jeune étudiant en sciences politiques à l'université de Berkeley. « Les gauchistes sont les vrais fascistes », poursuit-il. L'alt-right a clairement réussi son pari de rompre avec les visions d'un fascisme poussiéreux.

D'autre part, l'armée des trolls de Trump, qui voue un culte du chaos à celui qu'elle appelle son « Dieu-Empereur », se sert de l'anonymat d'Internet pour lancer des campagnes conspirationnistes (Trump a largement soutenu les « Birthers » ou encore QAnon), de désinformation (Pizzagate par exemple) et de cyberharcèlement (comme le Gamergate). Ces théories sont ensuite relayées par tout un ensemble de sites plus ou moins ouvertement extrémistes comme Breitbart News (qui a prétendu être le porte-parole de l'alt-right), Counter-Currents qui fait office de vitrine idéologique, ou encore The Daily Stormer, qui se déclare néo-nazi et se réclame de l'alt-right [Ridley, 2020a].

Les universités états-uniennes ont largement régulé la liberté d'expression sur leurs campus tout en contribuant paradoxalement à l'émergence de ce que l'on peut considérer comme une culture des discours de haine sur les réseaux numériques [Ridley, 2021]. Le paradoxe ici est que, si les hommes providentiels de l'alt-right ont fait des politiques identitaires, de l'ultra-nationalisme, de l'exceptionnalisme et de la xénophobie leur fonds de commerce, ils l'ont fait de concert, en réseau et à l'échelle mondiale. Car c'est bien le déplacement vers l'échelle internationale grâce à la dématérialisation numérique massive qui a permis le renouveau de l'extrémisme.

Ce mode opératoire a été permis par le biais de techniques de manipulation qui reposent sur des technologies et des bases de données de plus en plus en plus

sophistiquées. On se souvient que la présidence Trump a débuté par une polémique autour de l'ingérence russe dans la campagne électorale. Le scandale Cambridge Analytica a révélé que la manipulation d'informations sur les réseaux sociaux a énormément favorisé non seulement l'élection de Donald Trump, mais aussi le vote en faveur du Brexit¹⁸. Si le monde occidental a été scandalisé par ces méthodes, leur application au reste du monde fait moins sourciller.

De fervents militants sont aussi identifiés. Andrew Anglin, éditeur de *The Daily Stormer*, ou Benton Tarrant, le meurtrier de Christchurch, ont pu se former grâce à des voyages initiatiques auprès des nombreuses organisations extrémistes européennes, telles que Génération identitaire en France ou Aube Dorée en Grèce. Ainsi qu'il l'explique dans son manifeste, largement inspiré de celui du meurtrier d'Utøya, le tueur choisit précisément Christchurch pour commettre son attentat avec comme objectif de montrer qu'aucun pays au monde, si éloigné soit-il du centre de l'empire états-unien, n'est épargné.

Politique apocalyptique

Les facteurs géopolitiques ont une importance toute particulière. L'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 a rappelé subitement que la focalisation des ressources étatiques sur la « guerre contre la terreur », l'islam radical et le terrorisme extérieur a eu comme conséquence de laisser le champ libre à l'extrême droite et au terrorisme domestique qui en a profité pour se développer [Miller-Idriss, 2020].

La pandémie a aussi joué un rôle particulièrement important. De nombreuses analyses affirment qu'on lui doit l'échec de Trump lors de la dernière élection présidentielle, malgré le mythe qu'il cherche à répandre assurant qu'elle lui aurait été « volée »¹⁹. On le sait, les mensonges et l'hystérisation de sa base constituent son fonds de commerce. Son argumentation se poursuivra aussi longtemps qu'il sera à la tête du Parti républicain.

Pourtant, avec un tel précédent et une telle inscription culturelle, on peut légitimement s'inquiéter de l'émergence d'autres figures tutélaires de l'alt-right à travers le globe, libres de se présenter comme des justiciers et défenseurs de la liberté, perpétuant ainsi le mythe autoritaire au cœur de la démocratie.

Tous les régimes démocratiques n'ont pas la même tradition ni la même résilience démocratique que celles des États-Unis, qui ont su résister au millénarisme

18. Ridley S., « L'alt-lite de Steve Bannon et les techniques de prise de pouvoir », *Sens public*, 25 juin 2020.

19. Voir par exemple : Brodeur A., Baccini L. et Weymouth S., « How COVID-19 led to Donald Trump's defeat », *The Conversation*, 7 décembre 2020.

eschatologique largement hérité du fanatisme protestant. Michael Barkun [2003] affirme que le millénarisme séculier qui sévit aujourd'hui s'est mué en culture de la conspiration. Une culture qui a été diffusée dans le monde par le biais de l'alt-right.

Shane Burley, qui est certainement l'activiste et théoricien antifasciste états-unien le plus en vue, livre une analyse pertinente du « combat » contre l'alt-right aux États-Unis [2021]. Cette dernière souffre néanmoins d'un double biais à la fois idéologique et géographique. Focalisé sur la résistance et chaussant des lunettes militantes, il estime que le mouvement antifa a vaincu l'alt-right et annonce l'arrivée d'un « nouveau monde » délivré du suprémacisme blanc et du patriarcat.

L'optimisme de Burley est louable et il est vrai que l'auto-organisation antifasciste a été déterminante pour battre en brèche l'alt-right. Mais cette dernière est loin d'avoir été vaincue. Certes Trump a perdu l'élection, mais il a tout de même recueilli des dizaines de millions de votes. Enfin, son coup d'État manqué n'a à ce jour donné lieu à aucune conséquence autre que son interdiction d'utiliser les réseaux sociaux durant un certain temps. Ne risque-t-il pas d'alimenter des théories du complot, une culture et un régime de vérité fondés, nous l'avons vu, sur la posture de victime dont la liberté a été censurée et ainsi de permettre de crier à la « *cancel culture* » – terme lui-même créé pour crier à la censure lorsque les provocateurs de l'alt-right sont chahutés ? Ne risque-t-il pas d'enhardir plus encore les régimes extrémistes et de radicaliser les plus libéraux ?

L'alt-right est loin d'être morte. Elle circule, comme en France, où les attaques contre les universitaires prétendument « islamogauchistes » [Bonney, 2021], étiquette qui vise à décrédibiliser des intellectuels de gauche, sont symptomatiques du procédé désormais classique de l'alt-right qui débute par des campagnes de haine en ligne – telles que recensées par David Chavalarias²⁰, et indiquent que ses stratégies tournent à plein régime. À quelques mois de l'élection présidentielle française, nul doute qu'on en verra l'accélération et l'intensification.

Bibliographie

- ALEXANDER M. (2012), *The New Jim Crow. Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press.
- BALDWIN J. (1965), « White Man's Guilt », *Ebony*, vol. 20, n° 10, p. 47-48.
- BARKUN M. (2003), *A Culture of Conspiracy. Apocalyptic Visions in Contemporary America*, Berkeley, University of California Press.

20. Chavalarias D., « "Islamogauchisme" : le piège de l'alt-right se referme sur la macronie », *Politoscope*, 21 février 2021.

HÉRODOTE

- BONNEFOY L. (2021), « Bernard Rougier, un chercheur conquis par la fièvre identitaire : De la recherche scientifique aux plateaux télévisés », *Revue du Crieur*, n° 19, p. 142-159.
- BRAY M. (2017), *Antifa. The Anti-Fascist Handbook*, New York, Melville House.
- BROWN W. (2018), *Défaire le démos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Amsterdam.
- BURLEY S. (2021), *Why We Fight. Essays on Fascism, Resistance, and Surviving the Apocalypse*, Chico, AK Press.
- COHEN R. et ZELNIK R. (dir.) (2002), *The Free Speech Movement. Reflections on Berkeley in the 1960s*, Berkeley, University of California Press.
- DAVISON HUNTER J. (1991), *Culture Wars. The Struggle to Define America*, New York, Basic Books.
- DRAPER H. (2008), *Les Deux Âmes du socialisme*, Paris, Syllepse (1^{re} ed. 1966).
- FASSIN E. (1994), « *Political correctness* en version originale et en version française. Un malentendu révélateur », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, vol. 43, p. 30-42.
- GIROUX H. (2012), *Disposable Youth. Racialized Memories, and the Culture of Cruelty*, Londres, Routledge.
- GITLIN T. (1987), *The Sixties. Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam.
- LIPSET S. M. et WOLIN S. (dir.), *The Berkeley Student Revolt. Facts and Interpretations*, Garden City, Doubleday.
- MILLER-IDRISS C. (2020), *Hate in the Homeland. The New Global Far Right*, Princeton, Princeton University Press.
- NEIWERT D. (2017), *Alt-America. The Rise of the Radical Right in the Age of Trump*, New York, Verso.
- PAXTON R. O. (2004), *The Anatomy of Fascism*, Alfred A. Knopf.
- RIDLEY S. (2020a), *L'Alt-right. De Berkeley à Christchurch*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- (2020b), « Le retournement de la liberté d'expression sur le campus de Berkeley : du *Free Speech Movement* à l'*alt-right* », *Communications*, vol. 106, p. 209-221.
- (2021), « Les discours de haine et l'université : des *flame wars* à l'*alt-right* », *Mots. Les langages du politique*, vol. 125, p. 93-108.
- ROLLAND-DIAMOND C. (2011), *Chicago : le moment 68. Territoire de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepse.
- (2018), « Être étudiant et conservateur dans les années 1968 en Californie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 127-128, p. 16-23.
- ROSENFELD S. (2012), *Subversives. The FBI's War on Student Radicals, and Reagan's Rise to Power*, New York, Farrar/Straus & Giroux.
- THOMAS-HÉBERT C. (2018), « L'agression du nationaliste blanc Richard Spencer lors de l'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier 2017 », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, vol. 28, n° 2, p. 114-121.